

Après quelques pièces justificatives pertinentes, la bibliographie et les index, on trouvera *in fine* un précieux dictionnaire des peintres ayant œuvré en Bretagne, qui fourmille d'informations inédites. Maud Hamoury restitue leur état-civil à des artistes qui n'étaient jusque là guère plus qu'une signature déchiffrée au bas d'une toile, comme le prolifique Philippe Matozrec, sieur de Créhélan (Saint-Quay-Portrieux, 1726-avant 1801), connu jusque là sous son seul prénom, ou encore ce Guy Rome, peintre de Quimperlé, actif entre 1639 et 1653, que le digne historien de l'abbaye Sainte-Croix, Dom Placide Le Duc, qualifiait généreusement de « fort connu dans les pays étrangers ».

Ceux que pourrait frustrer l'iconographie en noir et blanc, au demeurant riche et bien choisie, incluse dans le corps de l'ouvrage, trouveront dans le précieux cédérom qui l'accompagne une documentation en couleurs de qualité, sous la forme d'un catalogue de 338 pages, répertoriant 902 œuvres (la thèse n'en recensait que 854), classées dans l'ordre alphabétique des communes. Celui-ci, sans prétendre à une impossible exhaustivité, inclut également les lambris peints et quelques peintures murales, et prend en compte les restaurations les plus récentes (2009). Il est heureusement complété par l'index des noms d'artistes et celui, non moins utile, des thèmes iconographiques. De plus, l'auteur, chaque fois qu'elle l'a pu, a placé en regard du tableau la gravure dont celui-ci est inspiré, et ce parti judicieux rendra également bien des services à la communauté scientifique.

Philippe BONNET

Emmanuel TRONCO, *Les carlistes espagnols dans l'Ouest de la France, 1833-1883*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2010, 348 p.

L'Espagne contemporaine n'est pas un champ majeur des préoccupations tant des historiens français que des amateurs d'histoire, à deux exceptions près, la première à cause de ses liens très intimes avec le devenir de la France, la guerre d'Espagne de Napoléon (1808-1814), faute tout à fait évitable qui contribua fortement à l'échec impérial ; la seconde, cent trente ans plus tard, du fait de son retentissement symbolique dans l'Europe à la veille du cataclysme et, ici encore, des liens avec la France et sa société, la guerre civile d'Espagne (1936-1939). Mais, entre les deux, c'est le désert ou presque : l'intérêt des Français, et même des historiens, pour l'Espagne des années 1814-1931 est d'une insigne faiblesse. Tout au plus mentionnait-on autrefois (ne parlons pas d'aujourd'hui) dans les programmes de l'enseignement secondaire, la seconde intervention française, celle des « Cent mille fils de Saint-Louis » (1823) et un peu plus tard, l'affaire de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne (1870), qui déclencha la guerre franco-prussienne avec ses conséquences dramatiques sur la vie de l'Europe.

Mais, de ce que fut l'Espagne au XIX^e siècle, les Français savent peu de choses. Il est vrai que le pays y a mené, pour des raisons multiples, une vie un peu en marge de la grande politique européenne. Ce qui ne veut pas dire sans intérêt. À beaucoup d'égards, les items majeurs de la vie politique du continent se retrouvent en Espagne sous des formes un peu spécifiques, ce qui rend justement d'autant plus intéressante la comparaison avec les modèles que l'on retrouve ailleurs : affrontements du libéralisme et de l'Ancien Régime, de la laïcité et de la religion (catholique), de l'économie archaïque et de la révolution industrielle, de la démocratie et de la dictature ou de l'autoritarisme, etc.

Il est donc d'un grand intérêt de pouvoir lire un travail portant sur un aspect de premier rang de l'histoire de l'Espagne au XIX^e siècle, aspect à la fois particulier et riche de nombreuses ressemblances avec le cas français, le carlisme. Source, sur le territoire espagnol, de trois guerres civiles (*au moins* trois), longues et souvent cruelles, le carlisme fut aussi producteur d'effets sur la société française, ce qui est l'objet principal de l'ouvrage d'Emmanuel Tronco.

Le livre se divise en trois parties principales, de manière assez logique. Parties un peu inégales en volume : une première (100 pages) reprend l'histoire globale des guerres carlistes (1833-1876), et d'abord de leurs origines (comment une affaire de succession, celle de Ferdinand VII, entre son frère [Don *Carlos*] et sa [très jeune] fille, Isabelle, se transforme-t-elle en affrontement fondamental, à la fois politique, religieux et régionaliste ?), puis relate leur déroulement (mais ce n'est pas ici le sujet principal) et enfin leur répercussion en France en s'attardant sur l'attitude des gouvernements et de l'opinion vis-à-vis de ces affaires espagnoles.

Une seconde partie (120 pages) s'intéresse au phénomène des réfugiés proprement dits dans la France de l'époque. Combien de carlistes voit-on arriver en France ? Où s'installent-ils ? Quel est l'attitude des pouvoirs successifs qui dirigent la France, à leur égard ? Comment réagit l'administration locale (les préfets, au premier chef) prise entre les nécessités de la vie quotidienne et les directives de Paris ? Cette seconde partie est logiquement divisée en trois chapitres, en gros calés sur la succession des trois guerres carlistes (1833-1840 ; 1846-1849 ; 1872-1876) pour montrer les différences entre ces trois phases, en même temps que les invariants qu'on peut y repérer.

La troisième partie (56 pages) revêt un aspect plus social, plus sociétal comme l'on dit souvent aujourd'hui. Il s'agit d'une part de dresser un profil sociologique de ces dizaines de milliers de réfugiés, mais aussi de tenter une approche des relations qui se nouent, se défont, se cristallisent en amitié, en aide, ou au contraire en conflits entre les arrivants et les indigènes, entre « Nous » et « les Autres », question actuelle s'il en est.

L'apport de l'ouvrage est indéniable, sur au moins deux plans : l'histoire de l'immigration d'abord, et particulièrement d'une immigration très spécifique, celle

des réfugiés politiques, notion qui se cristallise, se précise au XIX^e siècle du fait de la généralisation du phénomène, avec les oppositions entre libéralisme et autoritarisme d'une part, avec les luttes nationales d'autre part. Réfugiés italiens, allemands, polonais, espagnols, hongrois, français aussi fuyant le régime de Napoléon III (y compris de très célèbres...) vont peupler l'Europe. Qui fuit ? Qui accueille ? Quels sont les devoirs et les droits de ceux qui reçoivent (sans avoir invité qui que ce soit...) et de ceux qui arrivent (à leur corps défendant) ? Cette question prendra une ampleur centuplée au XX^e siècle, mais c'est bien le XIX^e qui en pose les principes. L'étude du cas précis des quelque 80 000 réfugiés carlistes (en trois phases) en est une bonne illustration, d'autant plus qu'ils étaient absents du colloque *Les étrangers dans l'ouest de la France (XVIII^e-XX^e siècles)*, tenu à Cholet il y a quelques années⁵ (et qu'on regrette de ne pas voir cité ici).

Le second aspect important de ce livre porte sur les liens entre carlisme et légitimisme français, sur les ressemblances et différences entre insurrection carliste et chouannerie ou Vendée en France, sachant que, contrairement à ce que croient parfois certains, les mouvements de ce type se sont prolongés dans l'Ouest, et vigoureusement, jusqu'en 1832 et même un peu plus tard. Ce n'est pas par hasard si, justement, les gouvernements français et surtout celui de la Monarchie de Juillet, pour qui le légitimisme constituait un ennemi irréconciliable, ont interdit aux réfugiés carlistes l'ouest de la France alors même que ces Espagnols étaient peu désireux d'aller s'installer dans des régions éloignées. L'étude des comportements politiques gouvernementaux et administratifs à travers menaces réelles et menaces fantasmées, mais entraînant des décisions bien réelles, est un des aspects les plus intéressants de l'ouvrage.

Il en existe d'autres : citons par exemple l'analyse des origines géographiques des réfugiés, montrant que les carlistes ne sont pas uniquement des Navarrais, des Basques ou des Catalans, mais que de nombreux Castillans ont soutenu la cause qui n'est donc pas *uniquement* un mouvement régionaliste

Bref, le livre est riche d'apports significatifs. Reste que certains aspects de l'ouvrage présentent quelques gaucheries ou lacunes, voire agacent franchement. La clarté du plan est plus apparente que réelle. L'auteur a tendance à revenir sur les même questions à plusieurs reprises de manière parfois inopinée, voire confuse. La progression n'est ni vraiment thématique ni strictement chronologique. La comparaison avec d'autres réfugiés, d'autres régions européennes, n'est qu'esquissée. La notion de « guerre civile » dont Jordi Canal évoque l'importance dans sa préface, à peine développée. Le titre est même un peu trompeur : l'Ouest de la France occupe dans l'ouvrage une place importante mais nullement exclusive, loin de là.

⁵ Actes publiés par les *Annales de Bretagne et des Pays de l'ouest*, t. 109/4, 2002, Yves DENÉCHÈRE et Jean-Luc MARAIS (dir.).

Le style est d'autre part peu attrayant, assez aride. Mais il y a pire : des phrases lourdes voire carrément fautives, écrites en français approximatif, comme « Les royalistes, déçus par une réaction jugée trop molle, lors de la seconde restauration en 1823, entraîne [sic] la genèse du mouvement carliste » (p. 26). « Nous soulevons ici une autre question, à savoir si Don Carlos devient malgré lui le chef de file de ce mouvement qu'on appelle par la suite le carlisme » (p. 27). « Paris estime dès le début de ce nouveau conflit que son pays [sic], le Royaume-Uni ainsi que l'Espagne doivent mettre fin aux événements du Portugal » (p. 48). Plus grave encore : des fautes de français inadmissibles dans un ouvrage scientifique et universitaire, fautes qui ne peuvent en aucun cas être le fait d'oublis ou d'erreurs typographiques. « La marquise de la Rochejaquelein, auteur de fameuses mémoires... » (p. 129), « Ce coup de théâtre stupéfait les carlistes... » (p. 204), et même : « Edmond Dantès corrompe [sic] un employé du télégraphe... » (p. 207), sans compter l'utilisation d'un langage familier : « Le maire de Rennes apparaît un peu paniqué... » (p. 235) ou de graves erreurs sur le sens des mots : « les prêtres [...] doivent observer un droit de réserve » (p. 145). On avouera que confondre *droit* et *devoir* est plutôt gênant chez un universitaire – et même chez n'importe qui. Une relecture a visiblement manqué à l'ouvrage.

Jean-François TANGUY

François CADIC, *Chansons populaires de Bretagne publiées dans La Paroisse bretonne de Paris (1899-1929)*, Presses universitaires de Rennes/Dastum/Centre de recherche bretonne et celtique, coll. patrimoine oral de Bretagne, 2010, 625 p., ill. (avec cédérom)

D'où vient l'intérêt que suscitent aujourd'hui les travaux d'un certain nombre de bretonnants qui, dans le domaine du patrimoine oral, n'ont pourtant agi que dans l'immédiateté et en fonction des préoccupations de leur temps ? Plusieurs éléments sont sans doute à prendre en compte : une claire conscience que leur action est nécessairement datée, l'impression qu'il serait désormais impossible de la reproduire et par le fait même un réel désir de réappropriation. Chacun sait toutes les transformations qui ont affecté la société bretonne tout au long du xx^e siècle, ce qui n'a pas été sans incidence sur les pratiques linguistiques et culturelles notamment.

L'abbé François Cadic aurait lui-même été surpris de la nouvelle notoriété dont il bénéficie au début de ce xxi^e siècle. Les cinq volumes de ses *Contes et légendes de Bretagne* ont été réédités, de même que son *Histoire populaire de la chouannerie*. Ne manquaient que les chansons qu'il a publiées de 1899 à 1929 dans *La Paroisse bretonne de Paris*, considérées comme « un volet incontournable » de son œuvre, mais qui restaient difficiles d'accès, n'ayant jamais été réunies en volume jusqu'à présent. C'est chose faite depuis le colloque qui lui a été consacré à Pontivy les 8 et 9 avril 2010, sous la forme d'un fort et beau volume de 625 pages.